

Belgium-Namur: Hospital beds

OJ S 118/2015 20/06/2015

Contract notice

Supplies

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Clinique et maternité Sainte-Elisabeth

Postal address: Place Louise Godin 15

Town: Namur

Postal code: 5000

Country: Belgium

For the attention of: Madame Andreia Zajontz

E-mail: andreia.zajontz@cmsenamur.be

Telephone: +32 81720451

Additional information can be obtained from:

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

Official name: Vous pouvez télécharger les documents via l'URL suivant

Internet address: <http://cloud.3p.eu/Downloads/1/58/K8/2015>

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address

I.2. Type of the contracting authority

Other: Hôpital

I.3. Main activity

Health

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Lits hospitaliers classiques pour patients adultes.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Supplies

Purchase

Main site or place of performance: Clinique et maternité Sainte-Elisabeth, Place Louise Godin 15 à 5000 Namur.

NUTS code BE352 Arr. Namur

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Lits hospitaliers classiques pour patients adultes.

II.1.6. CPV code(s)

33192120 Hospital beds

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

285 000 EUR HTVA.

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: no

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in days: 50 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Cautionnement (5 % d'une partie du marché; voir CSCH).

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Les documents requis pour procéder à la sélection qualitative du point de vue juridique sont les suivants:

1. Un extrait du casier judiciaire récent (moins de 6 mois par rapport à la date limite de réception des offres) ou un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance dont il résulte que le soumissionnaire n'a pas fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée

pour:

- participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324bis du Code pénal;
- corruption telle que définie aux articles 246 et 250 du Code pénal;
- fraude au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17 février 2002;
- blanchiment de capitaux tel que défini à l'article 5 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme. ;
- tout délit affectant sa moralité professionnelle;
- faute grave en matière professionnelle;
- occupation, en tant qu'employeur, de ressortissants de pays tiers en séjour illégal au sens de la loi du 11 février 2013 prévoyant des sanctions et des mesures à l'encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.

2. Une attestation récente du Tribunal de Commerce dont il résulte que le soumissionnaire:

- n'est pas en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou se trouvant dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations ou réglementations nationales;
- n'a pas fait l'aveu de sa faillite et n'a pas fait l'objet d'une procédure de liquidation, de réorganisation judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales.

3. Une attestation délivrée par l'autorité compétente confirmant que le soumissionnaire est en règle quant à ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale, jusque et y compris l'avant-dernier trimestre civil écoulé par rapport à la date limite de réception des demandes de participation ou de réception des offres, conformément aux dispositions de la loi belge ou celles du pays où les employés sont établis.

4. Une attestation dont il résulte que le soumissionnaire est en règle par rapport à ses obligations fiscales selon les dispositions légales du pays où il est établi. L'attestation porte sur la dernière période fiscale écoulée avant la date limite de réception des demandes de participation ou des offres, selon le cas. Ce paragraphe concerne notamment les impôts et la TVA.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Afin de permettre au pouvoir adjudicateur de procéder à l'évaluation de sa solidité financière, le soumissionnaire accompagne son offre d'une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché au cours des trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création ou du début d'activité du candidat ou soumissionnaire, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Minimum level(s) of standards possibly required: Pour être sélectionné, le montant de l'offre du soumissionnaire ne pourra excéder 30 % de son chiffre d'affaires annuel global moyen et 50 % du chiffre d'affaires annuel global moyen relatif au domaine d'activité au cours des trois dernières années. La moyenne des chiffres d'affaires étant calculée sur base des 3 dernières années dans la mesure où les données sont disponibles.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

1. Une liste des noms et qualifications professionnelles appropriées des personnes chargées de l'exécution du marché. À ce titre, le soumissionnaire devra également décrire la façon selon laquelle il garantit le suivi technique et la maintenance préventive. Un organigramme de son service technique devra être joint à son offre.

2. La preuve de l'inscription du candidat ou soumissionnaire au registre professionnel ou de commerce, conformément aux conditions prévues par la législation du pays où ils sont établis. La preuve est apportée par une attestation ou, à défaut, par une déclaration sous serment.
3. Une liste des principales références similaires à l'objet du marché en précisant pour chaque référence les montants totaux annuels. Ces références doivent avoir été effectuées au cours des trois dernières années. Pour chaque client cité, le soumissionnaire indique, la raison sociale, l'adresse complète du client et si possible les coordonnées d'une personne de contact.
4. Le soumissionnaire fournira également:
 - une attestation émise par des instituts ou services accrédités chargés du contrôle de la qualité et reconnus compétents, établissant la conformité des lits (certificat de conformité);
 - les attestations de classification de sécurité électrique et des coupes techniques;
 - une attestation notifiant le référencement du soumissionnaire à l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé.
5. Une liste des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés à l'entreprise, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité.

Minimum level(s) of standards possibly required:

Niveau minimal:

Pour être sélectionné, le soumissionnaire devra compter au moins 5 références qu'il a mises en place dans le domaine de la fourniture de lits électriques hospitaliers pour adultes, et fournir cinq attestations de bonne exécution dûment complétées et signées par ses clients. Les clients doivent être originaires de l'Union européenne et les marchés/contrats doivent être chacun d'un montant minimum de 150.000 EUR. Les certificats doivent être rédigés en langue française.

Pour chaque référence, le soumissionnaire mentionne au minimum:

- un descriptif de la mission;
- le montant;
- la durée du contrat/marché en question;
- les coordonnées complètes (nom de contact, adresse, numéro de téléphone, adresse e-mail et numéro de fax) de leurs destinataires publics ou privés.

Pour chacune des références dont il est question ci-dessus, le soumissionnaire joindra à son offre suivant le cas:

- soit un certificat de bonne exécution établi ou visé par le pouvoir adjudicateur de l'autorité publique.
- soit un certificat de bonne exécution établi ou visé par l'acheteur de la personne privée bénéficiaire de ces services.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

Recourse to staged procedure to gradually reduce the number of solutions to be discussed or tenders to be negotiated no

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Criteria below

1. Prix. Weighting 40
2. Qualité technique. Weighting 35
3. Service après-vente. Weighting 8
4. Garantie. Weighting 9
5. Maintenance préventive. Weighting 3
6. Formation des utilisateurs. Weighting 3
7. Système de dépôt de pièces de rechange dans les locaux du pouvoir adjudicateur. Weighting 2

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

2015/DI/NU/AOO-05

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 5.8.2015
Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

6.8.2015 - 14:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 180 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Date: 6.8.2015 - 14:00

Place:

M4

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information

Informations complémentaires concernant l'introduction des offres/candidatures:

Clinique et maternité Sainte-Elisabeth ASBL

Cellule marchés publics

Place Louise Godin 15

5000 Namur.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

VI.5. Date of dispatch of this notice

17.6.2015